

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Opposition : vers une nouvelle alliance ?

Yannick Franz IGOHO
Libreville/Gabon

LES leaders politiques, notamment ceux de l'opposition, ont

déjà en ligne de mire les élections générales à venir et particulièrement la prochaine présidentielle. Même s'ils ne le déclarent pas encore ouvertement, ils sont bel et

bien conscients que pour donner des sueurs froides et pourquoi pas ébranler le "candidat naturel" du Parti démocratique gabonais (PDG), la mise en place d'une alliance, d'un "Front uni" ou toute autre appellation d'un regroupement s'impose. L'expérience de la dernière élection présidentielle étant encore présente dans la conscience collective.

Parmi les chantres de cette impérieuse alliance figure le président du Rassemblement pour la patrie et la modernité (RPM), Alexandre Barro Chambrier. Ce dernier, qui ne cache pas son intention de briguer les suffrages des populations en 2023 – en témoigne sa récente tournée à l'intérieur du pays – vient d'annoncer la couleur.

En fin politicien, tout en félicitant Paulette Missambo, pour son accession à la

présidence de l'Union nationale (UN), il a lancé une idée loin d'être anodine. "Je tiens à vous exprimer ma disponibilité à œuvrer au renforcement continu des relations entre nos deux partis ainsi qu'à l'unité de l'opposition patriotique en vue de parvenir à l'alternance et au changement auxquels aspirent nos compatriotes", suggère-t-il. Reste désormais à savoir si son idée trouvera un écho favorable ? Si oui, qui de lui ou de la nouvelle tête de file de l'UN sera le porte-étendard de l'opposition dans 21 mois ? Les autres leaders de l'opposition, tout comme en 2016, vont-ils adhérer à cette démarche ? Contrairement aux précédents scrutins, l'opposition réussira-t-elle cette fois à présenter un candidat unique à la présidentielle qui pointe inexorablement à l'horizon ? Même si, et il faut le relever, les



Photo: DR/L'Union

Alexandre Barro Chambrier prône la mise en place d'une alliance de l'opposition en prélude à la prochaine présidentielle.

élections, notamment législatives et présidentielles, au Gabon sont désormais à deux tours... Telles sont les principales interrogations taraudant l'esprit des observateurs et autres analystes du microcosme politique, depuis l'appel du pied d'Alexandre Barro Chambrier.

PDG : "guerre larvée" entre camarades dans la Ngounié ?



Photo: DR

J.KOMBILE MOUSSAVOU
Libreville/Gabon

Les hiérarques du Parti démocratique gabonais (PDG) originaires de la province de la Ngounié, étaient réunis mardi dernier, au siège du parti au pouvoir dans le cadre de la rentrée politique. Au lendemain de cette rencontre bon nombre d'observateurs de la vie politique ont porté un regard sur la cohésion, l'unité et la fraternité dans leurs rangs. Car, si pour certains elle reste à conforter, d'autres n'y croient plus. Car, au-delà des déclarations d'intentions des uns et des autres, la réalité est bien plus cruelle et féroce qu'elle n'y paraît. Entre "camarades", que ce soit à Mouila, Ndendé, Fougamou et autres Guiétso, Malinga, Lébamba et Mimongo, la vie serait loin d'être un long fleuve tranquille. D'autant que, selon de nombreuses indiscretions, ce serait "à qui écraserait mieux l'autre" que s'adonneraient les cadres PDG de la Ngounié. Conséquence de cette situation : dans toutes les localités précitées, les militants s'identifient le plus souvent à une personnalité, un "Grand" ou une "Grande".

Le paroxysme de cette situation est sans doute atteint dans le département de Tsamba-Magotsi où les places sont devenues chères. Notamment avec l'arrivée sur le devant de la scène de Léon Armel Bounda Balonzi, propulsé ministre des Travaux publics et membre

du Bureau politique. Une situation qui pourrait se compliquer davantage avec les prétentions de Frédéric Massavala Maboumba. De retour à la "Maison-mère" avec les siens, l'on voit mal comment ce dernier se contenterait de demeurer dans l'ombre des autres ténors "Pdgistes" de la contrée. Lesquels font et défont les alliances, au gré des circonstances et de leurs intérêts. Loin d'être aussi explosive, dans le chef-lieu de la Ngounié, la situation n'est pas moins délétère. "Néocamarade", à ce qu'il se dit, Biendi Maganga Moussavou tisserait tout doucement sa toile, espérant reléguer au second plan le Pr Léon Nzouba et Martial-Rufin Moussavou. La bataille pour le leadership et le contrôle des fédérations serait à son comble. À Lébamba, de nombreux militants sont orphelins de l'ancien député et membre du Bureau politique Hilaire Machima, disparu le 18 janvier 2021. Ce d'autant plus que l'autre hiérarque "Pdgiste" de la contrée, Flavien Nzengui Nzoundou, aurait pris, selon certaines indiscretions, quelque peu du recul par rapport à la "politique active". Tant et si bien que la guerre entre jeunes loups ferait rage, convaincus qu'ils sont que leur heure est arrivée. Bref, le décor serait identique ailleurs. Reste aux instances dirigeantes du parti de remobiliser les uns et les autres pour affronter les prochaines échéances dans un esprit de cohésion et d'unité.

CLR : Jean-Boniface Assélé "vole au secours" de Max Anicet Koumba

Yannick Franz IGOHO
Libreville/Gabon

Dans une émission spéciale, récemment diffusée sur les ondes de sa radio, "Génération Nouvelle", le président du Centre des libéraux réformateurs (CLR), Jean-Boniface Assélé a, comme d'habitude, commenté l'actualité, particulièrement nationale. Connue pour ses sorties de piste, souvent déroutantes, le "CLRiste en chef" n'a pas manqué de revenir sur un sujet qui a fait couler beaucoup d'encre et de salive, à savoir les propos antirépublicains tenus par le président du Rassemblement des Gaulois (RG), au cours de la dernière session ordinaire du Conseil national de la démocratie (CND). Des propos aux relents tribalistes qui ont suscité un tollé général assorti d'une sanction prononcée

par le ministre de l'Intérieur, Lambert-Noël Matha (Ndlr : l'interdiction de toute activité politique de cette chapelle, et ce jusqu'à nouvel ordre). Pour Jean-Boniface Assélé, cette affaire relève tout simplement de l'instrumentalisation. D'autant qu'il estime que le groupe ethnique "Fang" n'est pas le seul à être stigmatisé. Il est d'avis que la stigmatisation ne constitue en rien un crime. "Quand on insulte d'autres ethnies on ne les arrête pas et là on en fait une affaire d'État pour rien du tout", a-t-il déclaré. Droit dans ses bottes, il ironise un tantinet sur cette actualité qui a défrayé la chronique. "les "Batékés sont souvent insultés", souligne-t-il. Avant de déplorer la faiblesse du débat politique. Lequel débat vole quelque fois au ras des pâquerettes. "(...) Vraiment, j'ai l'impression que les gens manquent maintenant d'esprit



Photo: Guy Romuald MABIKA

Une fois de plus, Jean-Boniface Assélé vient de prendre le landerneau politique à contre-pied en volant au secours du président du RG.

d'initiative, ils n'ont plus rien du tout", a-t-il lancé sans sourciller. Non sans appeler la classe politique au ressaisissement et à la prise de hauteur. "(...) Nous sommes là pour nous réconcilier, pour essayer d'être ensemble, pour gérer ce pays correctement et pour donner le bien-être que nous voulons donner au peuple gabonais", soutient-il.